

DOCUMENT

# Lettre ouverte du général-major à la retraite Kamel Abderrahmane au président de la République et chef suprême des forces armées, Abdelaziz Bouteflika

Monsieur le Président,  
Je vous adresse cette lettre ouverte aujourd'hui, parce que ma dignité et ma fierté viennent, encore une fois, d'être bafouées et mon honneur d'officier ne me permet de porter le fardeau de l'affront et de l'humiliation.

J'ai l'honneur de rappeler, très respectueusement, à votre haute intention les actes de diffamation à l'encontre de ma personne pour la période où j'exerçais les responsabilités de commandant de la II<sup>e</sup> Région militaire.

En 2001, le nommé Kada Hazil, directeur des affaires sociales de la wilaya d'Oran, sur instigation de parties tapies dans l'ombre, avait déclenché à mon encontre une campagne de diffamation m'accusant pas moins que d'être partie prenante d'un grand réseau international de trafic de cocaïne. Outre ma personne, Kada Hazil cite également de nombreux hauts cadres de l'Etat.

Le ministère de la Défense avait alors engagé une procédure judiciaire à l'encontre de l'intéressé qui fut jugé et condamné à trois ans de prison ferme qu'il a purgés.

Durant son emprisonnement, l'intéressé avait reconnu qu'il avait été manipulé et m'avait adressé une lettre manuscrite où il affirmait avoir agi sans preuves, tout en s'excusant du préjudice qu'il m'a causé.

S'ensuivit alors en 2006 une campagne médiatique se basant sur cet acte de dénonciation qu'avait adressé Kada Hazil en 2001 aux autorités et pour lequel il avait été condamné.

Il y a quelques jours, l'ancien wali d'Oran, Frikh, a cru utile de revenir sur cet épisode lors de son passage dans une émission diffusée par la chaîne privée KBC.

Il suggère l'ouverture d'une enquête sur l'affaire de la mafia de la cocaïne impliquant de hauts cadres de l'Etat.

Proposition qui va droit dans le sens de ma lettre ouverte que je vous adresse, Monsieur le Président.

En tant que premier magistrat du pays, je vous demande de trouver la formule la mieux indiquée pour faire la lumière, toute la lumière, sur cette affaire, afin que l'opinion publique puisse se faire une idée précise sur cette scabreuse cabale dirigée contre ma personne, et surtout pour démasquer ses véritables instigateurs.

Après avoir servi mon pays du mieux que je le pouvais, y compris au prix de mon intégrité physique, je ne peux rester de marbre devant une telle campagne de diffamation qui affecte la stabilité et la quiétude de ma famille.

Aujourd'hui que plusieurs «acteurs» ne sont plus en fonction, les langues peuvent se délier. Et aucune épée de Damoclès ne pèse sur eux. C'est dire à quel point le



Photo : DR

moment est propice pour faire éclater la vérité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de ma haute et déférente considération.

**Le général-major à la retraite,  
Kamal Abderrahmane**

## ILS RÉCLAMENT LE STATUT DE «COMBATTANTS MILITAIRES»

# Les ex-détenus d'Amgala montent au créneau

**Les ex-militaires détenus dans la première bataille d'Amgala (Sahara occidental), qui eut lieu entre le 27 et le 29 janvier 1976, et qui ont été faits prisonniers dans les camps marocains du 28 janvier 1976 au 25 mai 1987, montent au créneau et viennent d'adresser une requête au premier magistrat du pays, M. Abdelaziz Bouteflika, lui demandant, en effet, le statut de combattant militaire, soldat prisonnier de guerre avec la reconnaissance de membre relevant des moudjahidine.**

Ces ex-condamnés demandent également des dommages et intérêts et indemnités pour le préjudice physique et moral suite à la détérioration de leur état de santé, des prestations de service en faveur de leurs ayants droit, des faveurs de soins gra-

tuits pour les malades chroniques, gratuité des cures thermales, carte d'invalidité, facilitation l'accomplissement du cinquième pilier de l'Islam (hadj), ainsi que l'exemption pour le service national de leurs enfants, relève-t-on dans la requête.

«Nous étions un peu plus d'une centaine de victimes, dont certaines sont décédées et d'autres sont malades physiquement et psychologiquement, qui ont croupi douze longues et rudes années dans les geôles dégradées marocaines militaires», nous dira le porte-parole des capturés de la bataille d'Amgala, en l'occurrence M. Diaf Mohamed. Ce dernier, qui est en possession d'une attestation du Comité international de la Croix-rouge (Genève) sous la référence SO/ACR/MO/FC/213.173 datant du 02/05/1990, nous dira qu'il n'a bénéficié que d'une pen-

sion militaire calculée en fonction de ses services au sein de l'ANP, incluant les années de prison en tant que service militaire, et ce, à l'instar de ses compatriotes qui se trouvent un peu partout en Algérie et qui l'ont chargé d'agir en leur nom», a-t-il déclaré.

M. Diaf, qui est né le 25/11/1950 à Aïn-Séfra est en effet, le porte-parole de ces oubliés qui, à maintes reprises, et ce, depuis trois décennies, n'ont cessé d'interpeller le président de la République à les aider pour que justice soit faite, mais en vain ; serait-il tabou d'évo-

quer un tel sujet et se contenter d'une maigre pension militaire ?, s'interroge-t-on.

Notons enfin que les séquelles sont visibles chez ce captif qui est marqué par de très mauvais souvenirs, notamment, la torture, le visage ridé, la dépression, la vieillesse avant terme et, partant, dur, dur d'imaginer ce qu'ont subi ces hommes tombés dans les mains des Marocains durant 12 ans de captivité, 12 années de braise. «... Vaut mieux mourir que de pourrir dans les cellules», conclut notre interlocuteur.

**B. Henine**

## MENACE DU VIRUS ZIKA EN ALGÉRIE

# Le collège des experts se réunit aujourd'hui

**Le collège des experts chargé du suivi du dossier du virus Zika se réunit aujourd'hui. Objectif : faire le point sur l'évolution du virus et, si nécessaire, proposer de nouvelles mesures de prévention**

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Il n'y pas lieu de s'inquiéter aujourd'hui du virus Zika, rassure le ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière. Mais comme le risque zéro n'existe pas, le département de Abdelmalek Boudiaf dit avoir pris les mesures de prévention nécessaires. D'ailleurs, le collège des experts se réunit aujourd'hui pour faire un point de situation. Chargé de suivre l'évolution du virus, le collège des experts, explique Slim Belkessam, directeur de la communication au ministère de la Santé, va faire le point sur toutes les mesures prises et étudier le développement du virus du point de vue épidémiologique et prépa-

rer toutes les nouvelles mesures, dans le cas échéant, pour l'amélioration des dispositions de prévention. Le ministère de la Santé, qui a rendu public un communiqué jeudi dernier, a indiqué que l'évaluation du risque pour notre pays est considérée comme «très faible».

On explique que la menace est quasi inexistante puisque «le principal vecteur du virus Zika qui est le moustique Aedes aegypti n'a pas été rencontré dans notre pays, selon le laboratoire national de référence des arboviroses et le réseau de surveillance entomologique de l'Institut Pasteur d'Algérie.

Il n'y pas lieu aussi de s'alarmer, poursuit-on, puisque le virus Zika ne se transmet pas, en règle générale, d'homme à homme et l'épidémie actuelle est circonscrite au niveau des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes avec lesquels il n'y pas de liaisons aériennes directes avec notre

pays. Cependant, le ministère de la Santé souligne qu'il n'a pas attendu les alertes pour réagir et qu'il existe, depuis deux ans, un plan national de préparation d'alertes et de riposte aux menaces sanitaires à potentiel épidémique et aux urgences sanitaires de portée internationale. Cependant, rassure-t-on, il a été procédé à la réactivation du comité d'urgence chargé des arboviroses composé d'experts nationaux dans le domaine et d'experts de l'Institut national de santé publique et de l'Institut Pasteur d'Algérie à l'effet d'assurer un suivi de l'évolution de la situation épidémiologique et d'évaluer régulièrement, en fonction de son évolution, le risque pour notre pays et la mobilisation de tous les moyens de protection disponibles au niveau du stock de sécurité mis en place, à cet effet, au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux. Tout en recommandant aux femmes enceintes de reporter leurs

voyages dans les pays où le virus sévit, le ministère de la Santé rappelle la nécessité, pour tout voyage quelle qu'en soit la destination, de respecter scrupuleusement les règles habituelles d'hygiène et les mesures de protection contre les moustiques.

Le ministère de la Santé explique que «la maladie à virus Zika est une maladie virale qui se présente, dans une très grande majorité de cas, par un syndrome d'allure grippale dont l'évolution le plus souvent favorable avec une guérison spontanée en 2 à 7 jours avec, cependant, un risque de survenue de microcéphalie chez le nouveau-né en cas d'atteinte de la femme enceinte».

Le comité d'urgence, rappelle le ministère de la Santé, continuera de suivre de près l'évolution de la situation épidémiologique dans le monde et prendra au fur et à mesure, si besoin, d'autres dispositions.

**S. A.**